



Déclaration liminaire CTL du 13 décembre 2019

Le lundi 16 septembre et le jeudi 14 novembre dernier, les personnels des finances publiques se sont massivement mobilisés pour exprimer leur ras-le-bol face à une situation de plus en plus dégradée à la DGFIP et pour exiger un renforcement du service public fiscal, comptable et foncier.

Cela passe, notamment, par l'abandon du plan DARMANIN (dont le nouveau réseau de proximité), la consolidation et le développement de toutes nos missions (avec, entre autres, l'abandon de la loi ESSOC), la réintégration de celles externalisées et privatisées (recouvrement chez les buralistes par exemples), le maintien d'une organisation centrale à réseau déconcentré, l'arrêt des suppressions d'emplois et des embauches statutaires pour exercer toutes nos missions dans de bonnes conditions de travail.

Les taux de grève atteignent des niveaux records et inégalés depuis le conflit social de 2000 (grève dans les ex-directions DGI et DGCP). Le VAL-DE-MARNE n'est pas en reste avec près de 41 % d'agents en grève le 16 septembre et 27,30 % le 14 novembre. À chaque fois, les taux de grévistes du 94 sont supérieurs à la moyenne nationale et de l'Île-de-France.

La rébellion s'organise au fur et à mesure que la duperie du ministre est mise à jour. Le plan de communication axé sur la « pédagogie » que vous deviez mettre en place est vécu par les différents intervenants comme du mépris et de l'enfumage puisqu'il suppose que leur adhésion à ce projet est acquise grâce à vos explications.

Vous avez présenté le nouveau réseau de proximité à dose homéopathique et sorti de votre tiroir la version 2 du projet la veille du mouvement du 14 novembre (heureux hasard !), insistant sur les mesures d'accompagnement de cette réforme et la création d'antennes, afin de calmer l'inquiétude des agents et des élus. Mais vous faites semblant d'ignorer que le nouveau réseau de proximité est une transformation complète de la DGFIP.

Avec l'annonce de nouvelles suppressions massives d'emplois d'ici 2022, le ministre Darmanin montre une fois de plus sa volonté d'en finir avec notre administration fiscale, comptable et foncière, considérant les agents comme taillables et corvéables à merci.

En 2019, la DGFIP a perdu 30 000 emplois depuis sa création. Les restructurations incessantes, loin de simplifier l'exercice des missions les ont industrialisées, fragilisées et ont rompu leur interdépendance et cohérence globale.

Avec le nouveau réseau de proximité, les suppressions d'emplois impactant les quelques services de pleines compétences qui subsisteraient vont accélérer la destruction pure et simple de tout le réseau, des missions, des droits et des garanties des agents.

Les réformes aggravent continuellement les conditions de travail, les droits et garanties des agents, qui font preuve au quotidien d'une conscience professionnelle et d'un

attachement au service public remarquable, de plus en plus souvent au détriment de leur santé.

L'urgence est au retrait pur et simple du plan DARMANIN C'est ce que veut la majorité des agents : lors de la votation organisée dans le VAL-DE-MARNE, 95,34 % des 900 agents ayant votés ont répondu « oui » à la question « Souhaitez-vous l'abandon des projets « Géographie revisitée » et « démétropolisation » de la DGFIP ».

Vous avez présenté la carte de votre projet aux élus en essayant de les convaincre qu'ils devraient être satisfaits du nombre de point d'accueil plus important qu'avant. Au fur et à mesure de nos rencontres avec eux, ils comprennent que ce plan est mensonger et qu'on leur propose des services low-cost là où ils avaient des services de pleine compétence. Leur désaccord se voit bien dans les différentes motions adoptées par les conseils municipaux, voir le conseil général, et demandant l'arrêt des fermetures de sites.

Les citoyens réagissent également négativement à ce projet, comme en témoigne les signatures massives des différentes pétitions sur le sujet.

Une autre actualité préoccupe nos collègues.

Avec plus de 1,5 million de manifestants répartis sur plus de 250 manifestations, la journée de grève et manifestations du 5 décembre a été une première étape réussie de la mobilisation sociale ! Pas une région ni un département sans initiative de lutte, pas un secteur d'activité professionnel sans des appels à la grève par centaines.

En cherchant à mettre en place un système universel de retraite par points, Macron-Delevoy veulent liquider le régime général et les régimes spéciaux dont le Code des pensions civiles et militaires. Ils veulent réduire de manière drastique le niveau des retraites, allonger la durée de vie passée au travail, favoriser la retraite par capitalisation et porter un coup fatal à la fonction publique de carrière.

Ce haut niveau de mobilisation est historique, notamment au sein de la Fonction Publique d'État. Il démontre le refus de la population de voir notre système de protection sociale, nos services publics et notre fonction publique sacrifiés sur l'autel du libéralisme économique.

Alors que la Fonction publique ne dispose déjà plus des moyens nécessaires à la pleine mise en œuvre de ses missions, le projet de loi de finances 2020 est marqué à nouveau du sceau de l'austérité, dans la droite ligne des attaques déjà engagées par la loi Transformation de la Fonction Publique.

Si le gouvernement n'entend pas les revendications des agents des Finances Publiques comme d'une immense partie de la population, alors nous n'en resterons pas là !

Les élus au CTL boycottent cette séance et exigent :

- L'abandon de la réforme Macron-Delevoye sur les retraites,
- Le retrait du plan Darmanin,
- Le retrait de votre projet de démantèlement de la DDFIP94.